

# Building Resilience Through Digital Financial Inclusion: A Higher Education Model – French Summary and Transcript

(Note: This transcript was AI-generated using [NoteGPT](#). Transcripts may include inconsistencies or errors and some sentences have been condensed.)

## Résumé

Le webinaire a porté sur le renforcement de la résilience grâce à l'inclusion financière numérique dans l'enseignement supérieur, en particulier à l'Université de Maradi, en mettant en avant les défis, les innovations et les impacts.

## Points forts

- 🎓 Accent sur l'inclusion financière numérique dans l'enseignement supérieur.
- 💻 Présentation de systèmes de paiement numérique réussis à l'Université de Maradi.
- 🌐 Discussion sur le rôle des partenariats public-privé dans les services financiers.
- 📊 Aperçus des défis rencontrés lors de la mise en œuvre de solutions numériques.
- 🛡️ Importance de la littératie financière et de la formation pour les étudiants.
- 🤝 Implication des entreprises fintech pour améliorer l'accessibilité financière.
- 📈 Évaluation des implications plus larges pour les établissements d'enseignement au Niger.

## Points clés

- 📁 Transformation numérique dans l'éducation : Le passage aux systèmes de paiement numérique à l'Université de Maradi a simplifié les processus administratifs, réduit les files d'attente et amélioré la gestion financière, montrant le potentiel d'une adoption plus large dans d'autres établissements.
- 💪 Renforcement de la résilience : L'inclusion financière numérique aide à accroître la résilience des étudiants en offrant un accès plus facile aux ressources éducatives et en réduisant les charges financières, soutenant ainsi leur réussite académique.
- 🔍 Défis de mise en œuvre : Les principaux défis incluent la nécessité d'obtenir l'adhésion des parties prenantes, de combler les lacunes infrastructurelles et d'améliorer la communication. Surmonter ces obstacles est crucial pour une transformation numérique durable.
- 🤖 Rôle des fintech : Les collaborations avec des entreprises fintech locales ont été essentielles pour créer des solutions innovantes pour les paiements numériques,

soulignant le besoin d'un environnement réglementaire favorable pour favoriser la croissance et l'accessibilité.

-  Partenariats public-privé : Renforcer les partenariats entre le gouvernement et le secteur privé est essentiel pour étendre les services financiers numériques, en garantissant un meilleur accès aux populations marginalisées au Niger.
-  Impact sur la gestion financière : Les nouveaux systèmes numériques ont conduit à une meilleure transparence et efficacité financière au sein de l'université, allégeant les charges administratives et améliorant l'allocation des ressources.
-  Imperatif de la littératie financière : Des programmes de formation et de sensibilisation continus sont cruciaux pour équiper les étudiants et les communautés des outils nécessaires pour naviguer efficacement dans les services financiers numériques, favorisant ainsi la santé financière à long terme.

## Transcript

00:16

Salut à tous, je vais commencer le webinaire. D'abord, je veux donner quelques infos pour ceux qui s'intéressent à l'interprétation. Je vais me présenter rapidement : je suis Olivier Ara, spécialiste des services financiers et numériques, avec un peu plus de 13 ans d'expérience dans le domaine. Actuellement, je suis chef du bureau pays pour l'UNCDF au Niger. Je suis vraiment content d'animer ce panel et de partager des expériences avec vous aujourd'hui.

00:56

Euh, au Niger, je voudrais dire que je vais modérer ce panel avec Madame Modou, qui est notre assistante programme au Niger. Elle va intervenir avec moi pour faciliter le panel. Euh, je voudrais rapidement revenir à notre audience et dire à tous ceux qui sont connectés qu'on espère avoir un partage d'expérience qui soit à la hauteur, en prenant en compte tout ça.

01:34

Thème, euh, qui consiste à renforcer la résilience grâce à l'inclusion financière numérique, un modèle donc, euh, avec le secteur de l'enseignement supérieur au Niger. C'est sur ce sujet, bien sûr, qu'on va discuter avec vous, chers auditeurs. Euh, je vais directement, hein, sans trop faire attendre, introduire les autres membres du panel qui sont ici avec moi. Alors, nous avons le docteur Makaou, euh, que vous voyez ici présent, et le docteur Makaou aura l'occasion de se présenter un peu plus.

02:10

Je vais faire une petite introduction. Le docteur Makaou est le secrétaire exécutif pour la stratégie nationale de finances inclusives au Niger. Nous aurons aussi le docteur Hamadou Ali, enseignant-chercheur en informatique à la Faculté des Sciences et Techniques, département de mathématiques et d'informatique, à l'université de Mahadi. Il est également chef et coordonnateur du projet de digitalisation des processus d'inscription et de paiement à l'université de Maradi. Et enfin, nous aurons monsieur Saadou Malam Ahadou.

02:43

Ismaël, étudiant en électromécanique à l'École polytechnique supérieure de Marad, fait partie des bénéficiaires de cette intervention. On va donc entendre la voix de ce bénéficiaire, qui est un utilisateur du service, dans une démarche inclusive. On aura aussi Madame Safia, notre interprète, qui va assurer la traduction et faciliter tout ça.

03:17

La traduction dans les différentes langues, et notre collègue de Samoa va aussi nous aider pour coordonner tout ça. Je vais rapidement vous parler de comment ça va se passer pour le panel. On a un peu plus de 10 minutes avant de laisser la parole aux intervenants pour qu'ils puissent se joindre à nous. Je vais revenir vite fait sur ça.

03:55

Une petite présentation pour donner les infos essentielles. Donc, bien sûr, pour ce webinaire, on va directement passer aux échanges avec les panélistes. On aura ensuite 15 minutes à la fin pour les questions-réponses et un mot de conclusion. Cela dit, je vois qu'on a un peu plus d'une vingtaine de personnes connectées, et je vois déjà que Madame va s'occuper de faciliter les discussions, comme on l'a dit.

04:36

Donc, on va prendre les questions, euh, chers panélistes, à la fin, bien sûr, après les différentes interventions. Mais n'hésitez pas à poser vos questions pendant, euh, la présentation. On espère quand même avoir une session assez interactive à la fin. Alors, n'hésitez pas à nous laisser vos questions ou vos observations pendant le déroulement de la session. Pour rappeler le titre de ce panel, c'est "renforcer la résilience grâce à".

05:10

L'inclusion financière numérique à travers un modèle au niveau de l'enseignement supérieur, comme c'est le cas à l'Université de Maradi. On va rapidement expliquer le contexte, avec UNCDF, bien sûr en partenariat avec l'Union européenne et l'organisation

des pays des Caraïbes et du Pacifique. Tout ça pour promouvoir des solutions de finances numériques via un programme qu'on appelle "services financiers numériques pour la résilience", dans le but de renforcer la résilience des groupes vulnérables.

05:48

Des populations marginalisées dans les PMA, dans les pays les moins avancés comme le Niger, le programme Digital Financial for Resilience a aidé à mettre en place cette solution de paiement numérique révolutionnaire dans les universités, en commençant par l'Université de Maradi. L'objectif est de transformer non seulement les processus d'inscription et de paiement, mais aussi, bien sûr, les étapes suivantes comme l'administration et les cours pour les étudiants, en utilisant une plateforme numérique.

06:23

C'était donc simplifié pour non seulement recevoir les demandes d'inscription et de préinscription, mais aussi pour les transactions financières, comme les paiements des frais d'inscription ou de scolarité. Le projet a visé à rendre les processus plus simples, à élargir l'accès et à améliorer la gestion financière des étudiants et de l'institution. Cette solution a montré son efficacité, ça fait déjà un peu plus de 2 ans qu'elle est en place pour atténuer les chocs économiques.

06:57

En réduisant les charges financières et en facilitant l'accès à l'éducation pour les populations, ça favorise aussi l'inclusion financière grâce à la formation et à la sensibilisation. Je veux dire, c'est un module, une partie essentielle de cette intervention à travers des ateliers qui se déroulent dans les universités, notamment à l'université de Maradi. Donc, ça promet des systèmes de paiement efficaces et sécurisés, et on aura l'occasion d'en savoir un peu plus.

07:28

Alors, concernant notre liste de panélistes, je ne vais pas prendre plus de temps. Je vais laisser nos panélistes partager l'essentiel. Je vais tout de suite m'adresser à eux. Comme je l'ai dit, j'ai un peu présenté nos différents panélistes, mais ils vont se présenter un peu plus en détail. Pour tous les participants, les premières interventions vont venir de Monsieur Amadou.

08:08

Ali, le coordonnateur du projet pour l'université de Maradi, va nous plonger dans le vif du sujet. Il va partager avec nous les éléments clés du déroulement de ce projet et expliquer

comment il a profité non seulement à l'université, mais aussi au gouvernement et aux étudiants. Docteur, pouvez-vous nous parler un peu des défis majeurs que vous avez rencontrés lors de la mise en place de cette solution d'inscription et de paiement en ligne ?

08:48

Est-ce que vous pouvez nous dire si elle parle bien des défis pour garantir l'échelle et la durabilité recherchées, docteur Ali ? Je vous passe la parole, merci. Bonjour Olivier et bonjour à tous mes collègues panélistes, bonjour à tous les participants, peu importe d'où vous venez. C'est un vrai honneur pour moi d'être ici sur ce panel aujourd'hui. Comme l'a dit Olivier, je suis le docteur Hamadou Ali, enseignant-chercheur à l'université d'Andicon Clodo de Maradi, et ça fait 12 ans que je fais ça, il faut le préciser.

09:27

Et en même temps, je suis le directeur, euh, responsable des technologies de l'information et de la communication, surtout pour l'éducation, depuis presque 10 ans. Concernant le projet de digitalisation des paiements, quand on a commencé en 2022, on avait pas mal de défis à relever. Parmi ces défis, je dirais qu'on en avait trois ou quatre principaux. Le premier, c'était de réussir ce que j'appelle le préalable à la digitalisation des paiements.

10:06

"La digitalisation des préinscriptions et des inscriptions, c'était notre tout premier défi. Le deuxième défi, et pas des moindres, c'était d'atteindre les nouveaux bacheliers qui allaient venir à l'université, qu'ils soient au Niger ou ailleurs. Le second défi, c'était l'accompagnement. En fait, nous étions les premiers au Niger en tant qu'université à nous lancer là-dedans."

10:39

Se lancer dans cette aventure, c'était un vrai défi, et on avait besoin de partenaires. On a eu la chance de croiser le chemin de l'UNCDF et d'une fintech nigérienne, eFutur, qui est un agrégateur de paiements digitalisés. Ça, c'était le deuxième défi. Le troisième défi, c'était de convaincre tout le monde, tous les acteurs, de s'engager dans cette innovation qu'on voulait amener dans l'écosystème universitaire.

11:17

Parmi les acteurs, il y a d'abord la direction de l'université, jusqu'au Conseil d'université, qui doit convaincre de l'importance d'aller dans cette direction. Il y a aussi les étudiants, qui vont être impliqués dans une nouvelle façon de faire, que ce soit pour les inscriptions

ou les paiements. Sans oublier les agents administratifs qui s'occupent des questions de scolarité et des questions financières.

11:50

Il fallait trouver un moyen de faire en sorte que tout le monde s'implique et continue à avancer ensemble dans cette direction. Le dernier défi, je dirais, c'était de réussir à bien communiquer autour de ce projet. Une bonne communication, euh, je le répète souvent, non seulement pour l'université, mais aussi pour que, au-delà de l'université de Maradi, les autres universités du Niger puissent suivre le mouvement. Donc, voilà à peu près les quatre défis qu'on avait.

12:25

À l'époque, on avait des défis, et Dieu merci, on a réussi à les surmonter. Ça nous a permis, pour la rentrée académique 2022-2023, non seulement de lancer les inscriptions dématérialisées, mais aussi de mettre en place les paiements digitaux, et ça se passe très bien jusqu'à maintenant. Merci, Docteur, pour ces éléments de grande qualité qui éclairent vraiment nos auditeurs et tous les participants. Je voudrais rapidement ajouter quelques défis cert.

13:08

Du point de vue de l'UNCDF, c'est vrai que ça n'a pas été un chemin facile. Comme le docteur l'a dit, c'était la première fois qu'une université publique se lançait dans cette démarche, surtout pour la digitalisation, pas seulement des inscriptions mais aussi des paiements. Je pense que tu devrais continuer. Oui, docteur, je vous reviens. Donc, comme je le disais, ça n'a pas été facile parce qu'il a fallu une approche...

13:42

Il s'agissait donc bien sûr de discuter un peu avec toutes les universités et tous les participants pour s'assurer de la vision et d'une stratégie existante en faveur de la digitalisation. Je vais donc tout de suite passer à la seconde question, docteur : en tant qu'enseignant et responsable de projet, pouvez-vous nous dire comment l'introduction de ces paiements et des plateformes numériques se passe ?

14:14

A-t-elle eu un impact sur l'efficacité académique et administrative de l'université ? Merci, Docteur, pour cette question importante. En tant qu'enseignant, je dirais que le premier impact très positif pour l'université d'Andon CLUD de Marad et pour nos étudiants, et

même pour le Niger, c'est la réduction, voire l'élimination, de ce qu'on appelait le retard académique. Peut-être que les gens se demandent comment les paiements sont liés à ça.

14:56

Il y a 2-3 ans, un des gros problèmes qu'on avait dans nos universités, c'était vraiment le retard. Les années n'en finissaient pas. Parmi les raisons, c'est qu'on est une université technologique et on a plein de travaux pratiques à faire. Ces travaux, on les réalise souvent avec des matériaux qu'on achète avec nos propres fonds. On fait aussi des sorties académiques et des visites en entreprise, mais ça prend du temps.

15:26

On finance avec nos propres ressources et le fait d'avoir réussi à digitaliser les paiements nous a vraiment aidés. Je vais revenir là-dessus, mais ça nous a permis de mobiliser les ressources nécessaires pour mener à bien nos activités académiques dans les délais impartis, et du coup, le retard académique a été considérablement réduit. Un autre point positif, en tant qu'enseignant, c'est qu'aujourd'hui, quand je suis dans une salle de classe ou d'examen, je peux, grâce à ce système, utiliser juste mon...

16:05

Avec mon smartphone, je peux m'assurer qu'il n'y a pas d'étudiants fictifs dans la salle. Le système me permet de vérifier, grâce au matricule de chaque étudiant, que tous ceux présents, que ce soit en cours ou en examen, sont à jour dans leurs droits d'inscription. C'est vraiment un bon point pour nous, enseignants. Du coup, après un examen, ça évite d'avoir à corriger des copies supplémentaires qui ne servent à rien.

16:42

Pourquoi ? Parce que seuls les étudiants qui sont régulièrement inscrits pourront composer, et seuls ceux qui ont payé leurs droits d'inscription pourront s'inscrire. Donc, en tant qu'enseignant, c'est un point très important. Un autre point important, c'est que les enseignants ont droit à deux mois de vacances universitaires. Avant la digitalisation, il arrivait que pendant les vacances, l'administration demande aux enseignants de venir pour faire la sélection des dossiers.

17:14

Dossiers physiques et aujourd'hui, avec ce mouvement de digitalisation lancé à l'université, on sort à peine de nos deux mois de vacances. Donc, en tant qu'enseignant, je suis vraiment ravi. Merci, merci, merci, Docteur. Je vais rapidement aborder la dernière question sur laquelle vous pouvez revenir rapidement, c'est juste pour savoir comment

vous voyez les solutions de finances numériques et comment elles améliorent, selon vous, la situation.

17:52

D'un point de vue, docteur, non seulement la gestion financière, mais aussi au sein de l'université, cette question se situe dans un contexte où, en étudiant l'impact, on a remarqué qu'à dès la première année, on a eu une belle augmentation des frais de scolarité. On aimerait bien vous entendre un peu plus là-dessus, docteur. Est-ce que vous pouvez nous en parler en une ou deux minutes ? Merci. Alors, Monsieur Olivier, merci, parce que je n'ai même pas abordé le deuxième volet de la question.

18:22

"Avant, pour gérer le côté administratif, il fallait mobiliser des agents financiers de l'université pour collecter les frais d'inscription et de formation. Ces agents faisaient même des heures sup' pour accueillir des milliers d'étudiants. Aujourd'hui, ce n'est plus nécessaire, aucun financier n'est assigné à la collecte des frais."

18:57

Les droits d'inscription et de formation, c'est le deuxième aspect qui est justement lié à cette digitalisation des paiements. Je l'ai évoqué tout à l'heure, c'est qu'on a vraiment optimisé la mobilisation des ressources internes grâce aux droits d'inscription. Pour rappel, en un an, on a réussi à augmenter le recouvrement à plus de 100 millions de francs CFA. Ça, c'était pour la première année, et chaque année, l'optimisation continue.

19:34

D'un point de vue administratif, c'est super important, et comme je le disais tout à l'heure, ça nous permet de gérer des activités urgentes à l'université. Un autre aspect sur le plan administratif, c'est la transparence dans la gestion des données publiques. Par exemple, aujourd'hui, un recteur n'a pas besoin de demander à un financier où en est la situation des paiements, parce que peu importe où il se trouve, il peut avoir les détails des paiements en 2 ou 3 minutes.

20:07

C'est super important d'avoir des ressources sécurisées à l'université. Avant, les ressources étaient un peu entre les mains de tout le monde, mais maintenant, on ne peut plus s'inscrire sans avoir payé. Tout le monde sait où va cet argent, et je pense que pour l'administration, c'est essentiel.

20:39

C'est que du bonheur, et la situation financière est là, tout le monde la voit, et ça rassure la direction, ça rassure les autorités, ça rassure les partenaires, et aussi nos étudiants. Voilà un peu ce que je peux dire d'un point de vue administratif. Merci, merci docteur, c'est vraiment très intéressant. Je pense que ce sont des éléments qui montrent l'impact d'une telle innovation, pour l'université de Maradi mais aussi pour l'écosystème. Il faut dire que ce projet...

21:12

Ça a été mis en place dans une approche de développement du marché pour encourager, par exemple, à introduire une dynamique un peu globale. Je pense qu'aujourd'hui, c'est une réalité. Je crois qu'après l'université de Maradi, l'UNCDF accompagne déjà deux autres universités, et l'université de Maradi est déjà en train d'aider d'autres universités en parallèle. Donc, je pense que ça montre le succès et l'intérêt d'une telle innovation.

21:45

Alors, pour nos universités, comment ça s'est passé ? Monsieur Amadou, vous pouvez nous dire rapidement comment la solution de Perm numérique a amélioré la résilience des étudiants à l'université de Maradi ? Et comment la transition vers les paiements numériques a affecté votre gestion financière en tant qu'étudiant, et de manière générale, celle de tous les étudiants ? Quel est l'impact ? Dites-nous tout, merci ! Monsieur Ismaël, à vous. D'accord, merci beaucoup.

22:17

Monsieur Olevi, chers panélistes, chers participants, bonjour encore une fois. Alors, moi c'est Ismaël S. Madou, étudiant en électromécanique à l'École Supérieure Polytechnique, qui fait partie de l'Université CLUD de Maradi. Il faut d'abord souligner, par rapport à votre question, Monsieur Olivier, que la transition de l'ancien système vers le numérique, c'est-à-dire le paiement en ligne, représente pour nous une vraie bouffée d'air frais, parce que quand...

22:51

Vous jetez un œil en arrière sur ce qui s'est passé avant, ne serait-ce qu'au niveau des inscriptions. Il y avait une longue file d'attente à laquelle les étudiants devaient faire face. Grâce à la numérisation, aujourd'hui, on n'a plus ce genre de souci. Et il faut aussi noter que maintenant, les étudiants ont une garantie sur leur inscription, parce qu'avant, il y avait des étudiants qui appelaient pour...

23:24

On envoie l'argent pour la maison et pour s'inscrire, ils peuvent attendre presque la fin de l'année sans le faire, ce qui est un peu risqué. Avec la numérisation, ça a créé une prise de conscience chez les étudiants. Ça nous permet, en tout cas, de respecter le délai imparti pour les inscriptions, et la personne est obligée de se soumettre à ça.

23:55

Délai, donc, au niveau du délai, la personne doit s'inscrire. L'autre aspect, qui est surtout positif, c'est qu'avec cette numérisation, ça nous permet de faciliter beaucoup de choses. Par exemple, vous pouvez payer vos frais d'inscription où que vous soyez, à tout moment. Que vous soyez sur votre lit ou à la maison, même si vous n'êtes pas à Maradi, vous pouvez régler vos frais.

24:27

L'inscription permet surtout aux parents de vérifier si l'étudiant est bien en règle avec l'université et s'il a vraiment réussi à s'inscrire. C'est un peu ça que je voulais répondre à votre question, merci. Merci, Monsieur Ismaël. J'avais une deuxième question pour vous, mais on va la prendre en même temps que celles des participants, je pense qu'on en aura d'autres, pour que les autres panélistes puissent aussi intervenir.

24:59

Donc, je reviendrai vers vous très bientôt, Monsieur Ismaël. Je fais vite la transition avec Madame, qui va nous parler avec le secrétaire exécutif pour la stratégie nationale des finances inclusives, le docteur Mak. On va avoir l'occasion d'entendre une perspective globale, c'est-à-dire, d'un point de vue général, quel a été l'impact, quels sont les enjeux et les défis du développement des services financiers numériques.

25:30

Niger, madame, alors merci, Monsieur Yara. Bonjour à tous les panélistes et participants en ligne. Je suis assistante de programme à l'UNCDF Niger et je vais co-animer cette session avec Monsieur Yara. Avant de poursuivre notre discussion, je voulais remercier nos panélistes, le docteur Amadou et Monsieur Ismaël, pour leurs interventions enrichissantes sur la finance inclusive, qui mettent en lumière le cas inspirant de l'Université de...

26:14

Alors, on va continuer la discussion et explorer un peu plus le sujet. On a le plaisir d'accueillir un expert en finance inclusive, le docteur Makaou Maraman, qui est le secrétaire exécutif de la stratégie nationale de la finance inclusive au Niger. Donc, docteur

Makaou, avec l'essor des solutions financières numériques, surtout celle mise en place à l'université de Maradi, on fait face à un paysage qui évolue rapidement dans le secteur.

26:56

Pourriez-vous nous parler des principales opportunités et des risques liés à cette expansion dans le secteur de l'éducation, et comment ces initiatives s'alignent-elles avec les stratégies nationales de digitalisation et d'inclusion financière des universités, si de telles stratégies existent, bien sûr ? Je vous laisse la parole, Docteur Makaou. Merci beaucoup, Madame. Bonjour à toutes et à tous, bonjour aux participants. Je suis Docteur Mar Mohamad, cadre supérieur à la BCAA et secrétaire exécutif.

27:39

Stratégie nationale de finances inclusives, c'est un truc qui dépend du cabinet du ministre de l'Économie et des Finances. Du coup, j'ai été détaché de la Banque centrale pour mener cette mission auprès du gouvernement. Alors, d'abord, on fait un constat : la question du numérique, c'est super important dans la plupart des pays en développement, surtout en Afrique subsaharienne. C'est un sujet d'actualité dans tous ces pays et c'est une composante essentielle des politiques. On parle beaucoup des opportunités.

28:20

Par le docteur Ali et Ismaël, en ce qui concerne la sécurité et la rapidité, je voudrais personnellement parler des points majeurs d'ASP, comme la réduction des transactions, ce qui a permis de diminuer les services financiers numériques. Ensuite, je vais aborder la réduction de la distance qui sépare les services financiers des consommateurs. En gros, il s'agit d'élargir l'accès aux services financiers pour le plus grand nombre. Ça fait des années qu'on en parle, on peut même remonter jusqu'à la dernière crise financière.

29:09

En 2008, l'accès aux services financiers dans nos pays africains était limité par plein d'obstacles qui faisaient grimper les prix de ces services. Par exemple, les prêts bancaires étaient vraiment chers, et tout le monde le sait. Si tu n'as pas de relation avec les institutions financières, tu te retrouves avec des frais bancaires élevés, surtout pour les micro-comptes. Et puis, dans un pays comme le Niger, si tu es en milieu rural, il te faut parcourir des kilomètres juste pour trouver un point d'accès.

29:48

Au service financier, c'est le cas, surtout pour les enseignants dans les zones rurales qui doivent souvent prendre deux jours par semaine pour aller toucher leur salaire. Ensuite, il y

a les obstacles liés aux garanties que les institutions financières demandent pour établir une relation avec les prestataires de services financiers, ce qui n'est pas accessible à tout le monde, surtout pour les jeunes qui sont encore en train d'étudier. Les femmes, notamment les femmes africaines, n'ont pas accès à beaucoup de programmes d'éducation financière.

30:25

L'obstacle limite l'accès de ces personnes aux services financiers. Globalement, les services financiers ne fonctionnent pas, les institutions financières ne sont même pas adaptées aux besoins de ces populations, notamment des jeunes qui ont des revenus insuffisants et irréguliers. On a encore beaucoup d'informalité dans nos économies, comme celle de Nire, mais aussi dans d'autres, où deux tiers sont informels. La réglementation rend l'accès aux clients risqué, et l'information sur les clients est floue.

31:06

"N'est pas dispo, toutes ces choses étaient des obstacles presque insurmontables pour les institutions financières. Mais ensuite, il y a eu la révolution numérique, qui apporte des solutions à tous ces problèmes. Comme je le dis, la baisse des cours... une fois que les prix baissent, parce que les gens sont plus proches, les services sont transportés virtuellement vers eux. Les banques ont pu baisser le prix de ces services et donc permettre à un plus grand nombre d'en profiter."

31:41

L'accès a été facilité, mais cette révolution numérique a d'abord été impulsée par les opérateurs qui ont mis la pression sur les autorités de régulation pour qu'elles intègrent les innovations dans les lois et règlements. Ça permet aussi une meilleure circulation de l'information. Beaucoup de réformes ont été mises en place, comme le Bureau d'information sur les crédits qui donne accès à des infos ou à l'historique des données.

32:15

"Les clients, tout ce qui peut rassurer les institutions financières. En fait, la vraie transformation, c'est les services financiers numériques à distance qui ont provoqué tout ce buzz. Ça a été possible grâce à l'invention de la technologie accessible via le téléphone mobile. Depuis votre salon, avec votre téléphone, vous pouvez faire des paiements et recevoir de l'argent. C'est vraiment une révolution ! Donc aujourd'hui, quand on regarde ce vecteur qu'est le téléphone..."

32:55

Le mobile est de plus en plus accessible et son utilisation augmente dans nos pays. Ça veut dire que nos populations s'y mettent aussi, et la technologie a évolué pour que tout le monde puisse en profiter, même avec un simple téléphone. On sait que la première génération de smartphones coûtait cher, et le revenu moyen d'un Nigérien ne permettait pas d'y accéder. Mais maintenant, avec la technologie SSD, on peut avoir un téléphone à seulement 10 000 francs CFA.

33:33

Ou même 5000, on peut accéder à ces services. Donc, en termes d'opportunités, j'aimerais faire la distinction sur le découplage qui s'est produit entre la circulation de la monnaie électronique et la distribution, ce qui a permis aux banques de se concentrer sur la technologie liée aux micro-paiements, leur permettant ainsi d'attirer un plus grand nombre de clients. La monnaie fiduciaire étant de moins en moins disponible, tous les acteurs qui utilisent cette technologie en profitent.

34:16

Envoie en même temps des signaux sur les marchés qui sont essentiels, et tout ce qui contribue à la solidité et à la stabilité du secteur financier permet aux autorités monétaires d'élaborer des politiques adaptées qui impactent directement les gens. Cependant, il y a toujours un revers à la médaille : il y a des risques associés à cette révolution numérique, d'abord des risques liés à la finance, tu sais, entre le gouvernement qui met tout ça en place.

35:00

Des réglementations qui permettent à ces entreprises de développer ce partenariat, mais malheureusement, il y a des gens malveillants qui essaient par tous les moyens de contourner cette technologie. Ça peut être fait, bien sûr, par des personnes... je préfère rester positif, mais dans d'autres situations, on a vu dans la numérisation de l'administration que des contribuables mal intentionnés ont réussi à...

35:39

Contrôler les dispositifs au Niger, on a une plateforme qui s'appelle Physique, et au niveau de l'administration fiscale, ça permet à chaque citoyen et entreprise de payer ses impôts facilement, sans souci. Mais ça va plus loin, la masse d'infos disponibles sur le contribuable donne d'autres opportunités à l'administration fiscale pour calculer les résultats de l'activité, le bénéfice net et donc l'assiette fiscale. Toutes ces infos sont maintenant accessibles, c'est clair.

36:15

"Stockées de manière sécurisée, elles permettent à l'administration fiscale d'augmenter ses recettes d'une année sur l'autre. Mais comme je le dis, il y a toujours des gens malintentionnés qui essaient de contourner le système, que ce soit par des moyens complexes ou en corrompant des agents. En plus, avec la technologie, il y a aussi la possibilité d'échapper au contrôle grâce aux cryptomonnaies. Vous savez, les cryptomonnaies sont des monnaies qui..."

36:49

Échappent au contrôle ou à la supervision des autorités, donc ça implique aussi un risque. La confidentialité des autorités nous concerne, et aujourd'hui, vous pouvez acheter plein de trucs en ligne. Il y a plein de magasins, vous pouvez commander un article des États-Unis ou de Chine, vous connaissez tous ces sites de vente. Mais franchement, vous n'avez aucune sécurité ou garantie que votre commande arrive en bon état, voire même que vous la recevrez. Donc, il y a un vrai besoin de...

37:49

Il faut mettre en place une législation pour réguler tous nos achats et ventes en ligne. Il y a aussi le risque, comme je l'ai dit, lié à la protection des données personnelles. Toutes les infos d'une personne ne doivent pas être sur le net. Malheureusement, avec les technologies qui existent, le numérique permet de le faire. Si on ne contrôle pas les données qu'on produit et leur utilisation, on expose les gens à des risques évidents. Au Niger, on a adopté une loi à ce sujet.

38:31

Sur la protection des données personnelles, on a mis en place une autorité chargée de veiller sur ça, qui est en train de faire le tour de toutes les institutions de l'État et des entreprises pour s'assurer que tout soit en ordre. Toutes les infos ne doivent pas forcément être dans le secteur public. Merci, merci Docteur. Juste un point pour vous, Docteur : peut-être qu'on pourrait prendre la deuxième question en même temps, comme ça vous pourrez développer rapidement là-dessus.

39:06

L'intérêt, c'est que si vous pouvez aborder le deuxième point en 2-3 minutes, ça serait super pour qu'on puisse répondre aux questions des participants. Je vois qu'il y a de plus en plus de gens qui se connectent, donc je vais laisser Madame introduire rapidement la deuxième question. Je voudrais rappeler aux panélistes que c'est le moment de poser vos questions, soit dans le chat, soit dans la section questions-réponses, pour qu'on ait au moins 10-15 minutes pour ça.

39:36

N'hésitez pas à poser vos questions, docteur. Je ne sais pas si vous avez du mal à nous entendre, chers auditeurs, faites-le nous savoir. Est-ce que, docteur, certaines personnes ont des problèmes pour entendre l'audio ? Peut-être que vous pourriez essayer de désactiver la vidéo de votre côté pour qu'on puisse bien s'entendre. Alors, docteur, je vous laisse avec le docteur Makaou pour la deuxième partie.

40:12

Merci Monsieur Yara. Je vais directement à la deuxième question. Pouvez-vous nous dire rapidement comment le secteur privé peut jouer un rôle pour s'assurer que les innovations financières et numériques soient inclusives et accessibles aux populations marginalisées, surtout dans des environnements difficiles comme le Niger ? Merci beaucoup, madame. Avant de répondre à cette question, il y a un autre risque qui me tient à cœur et que j'aimerais évoquer rapidement.

40:48

L'utilisation des services financiers numériques peut servir à blanchir de l'argent et à financer le terrorisme dans notre pays, en particulier au Sahel. Ces services peuvent aussi être détournés pour des actes terroristes. C'est important de le souligner, car ce risque est bien pris en compte aujourd'hui. Moi, j'ai été secrétaire général de l'Assemblée nationale et on a mis en place plusieurs mesures pour lutter contre le blanchiment d'argent.

41:23

Analyse approfondie des infos financières qui circulent dans notre pays pour détecter les services financiers numériques susceptibles d'être utilisés pour le terrorisme ou le blanchiment d'argent. En ce qui concerne le rôle du secteur privé, il intervient de plusieurs manières. D'abord, il y a le partenariat public-privé. Du côté privé, on a besoin de startups de fintech nationales qui proposent des solutions digitales.

42:00

Au Niger, on a aidé à créer une association de fintech il y a deux ans, en 2022, et on les accompagne d'ailleurs avec l'UNCDF. On a réalisé pas mal de missions d'implémentation avec ces entreprises. Aujourd'hui, le secteur est dynamique et ils sont en train de développer des solutions et de nouer des partenariats avec les institutions financières. Dans le cadre du projet Am Maradie, on a contribué à mettre en avant cette culture de plusieurs manières.

42:36

Subventions en communication, donc avoir un secteur innovant, créer des entreprises privées compétitives, développer des solutions, et aller vers des partenariats. Alors, il y a deux types de partenariats qui sont en vogue en ce moment : les partenariats privés avec les banques, les institutions financières et les sociétés de transfert d'argent. Mais il y a un autre type de partenariat qu'il faudrait vraiment accélérer, c'est celui avec l'État. Aujourd'hui, tous les services de paiement de l'État aux citoyens...

43:10

Les gens de l'État doivent être numérisés et digitalisés, mais on voit qu'il n'y a pas de partenariats aussi vivants et dynamiques, comme on le remarque avec les institutions financières. L'administration fiscale, je l'ai dit aujourd'hui, est complètement digitalisée, tout comme le trésor et la douane, avec une plateforme qu'on appelle S Plus, qui permet de payer ses frais de douane depuis chez soi. Mais il faudrait vraiment donner leur chance au secteur privé, à nos entreprises et à nos startups pour trouver des solutions.

43:46

À ces questions, toujours dans le secteur privé, je pense à l'acceptation des services de paiement numérique par la population. D'abord, la population dans le secteur de la distribution. Nos commerces aujourd'hui, nos stations-service et tous les gros fournisseurs doivent accepter ce type de service. Si on regarde par exemple la Nig ou la SNE pour payer l'eau et l'électricité, ils l'acceptent avec pas mal de contraintes, mais dans beaucoup de commerces, on ne voit pas ce mouvement. Tu es obligé d'aller dans...

44:21

Un supermarché doit sortir de l'argent liquide pour payer, il faut qu'on pense rapidement à prendre en compte ce genre de partenariat privé qui permet à ce commerçant d'accepter les paiements numériques. Ça a commencé avec le NCDF, mais aussi avec le projet PV, un projet de billetterie intelligente financé par la Banque mondiale, qui a permis de subventionner l'acquisition de ce qu'on appelle les TPE, les terminaux de paiement électronique, et de les mettre à disposition de manière subventionnée à tous les supermarchés.

44:56

Des PR ici à Niamey pour permettre à la population locale de payer ses achats dans tous les commerces avec une carte bancaire, sans avoir à recourir à la monnaie judiciaire. Donc voilà, le secteur privé a un rôle à jouer, mais dans un partenariat public-privé plus dynamique, où l'État accorde toute son importance à ses entreprises nationales. Merci

Docteur, merci pour ce partage très riche et intéressant. Je crois qu'on est tous convaincus, ça me fait penser à...

45:31

Différents cadres ont donc été mis en place au Niger à travers l'UNCDF pour faciliter le dialogue public-privé et bien sûr encourager l'innovation. Je pense au cadre national de concertation sur la finance inclusive, aux journées d'innovation, et aussi à la stratégie régionale avec son cadre de suivi. Merci, Docteur. Ces éléments sont très intéressants. Alors, je voudrais rapidement jeter un œil aux questions que nous avons.

46:04

On a reçu une première question qui est liée au point que je voulais aborder avec le docteur Ali. C'est une question sur les perspectives, donc merci à Monsieur Ousman d'avoir posé cette question. Les perspectives pour le secteur de l'éducation et de la recherche au Niger... Je vais peut-être en parler un peu pendant une minute et laisser le docteur Ali revenir là-dessus. Donc, les perspectives sont...

46:42

C'est vraiment grand, donc il faut dire que, en fait, le challenge, comme l'a mentionné tout à l'heure le docteur Ali, est énorme. Il y a encore beaucoup à faire. Aujourd'hui, la digitalisation est une réalité, mais comme l'a dit l'université tout à l'heure, c'est un processus. Il y a d'autres étapes à venir pour l'administration et la planification des cours. Pour ce qui est de l'UNCDL et de notre point de vue, des réflexions ont déjà été faites pour les prochaines étapes.

47:16

On travaille avec l'université pour mettre en place des moyens de financement pour les étudiants et le secteur de la recherche en général. Par exemple, on a pensé à un projet qui donnerait un ordinateur à chaque étudiant et à des solutions pour aider à financer les frais d'inscription. Ce sont quelques-unes des idées qu'on a discutées et qui sont encore en cours.

47:48

Espérons qu'on fera partie de la prochaine phase. Alors, docteur Ali, cette question, je pense qu'elle est pour vous, donc je vous laisse la parole. Merci, docteur. Euh, merci Olivier. Pour ce qui est des perspectives pour l'université et l'écosystème universitaire, en ce qui concerne le cas de Maradie, notre objectif à long terme, c'est d'atteindre ce que

j'appelle le paiement en zé cash, c'est-à-dire que tout ce qui doit être payé à l'université, au-delà des frais d'inscription et des droits de formation, se fasse par des moyens de...

48:30

Paiements dématérialisés, je prends l'exemple des frais de retrait de diplôme, des frais pour obtenir des attestations, des relevés de notes, des frais de dépôt de dossiers pour les doctorants, et tout ça. En plus, on envisage de développer des enseignements à distance, dématérialisés, et on pourrait aussi inclure le paiement des frais de vacation. Peut-être qu'un jour, si la réglementation le permet, on ira encore plus loin.

49:04

Pourquoi pas aussi des fournisseurs, des prestataires de services ? L'université, ce n'est pas que l'enseignement, c'est aussi la recherche. Dans ce cadre-là, l'université rend des services à la population, et souvent, je parle du consulting, ces services-là sont payants. Ce serait vraiment top pour nous si, en tout cas, ça pouvait s'inscrire dans un partenariat avec...

49:39

On a une société avec différentes entreprises où nos échanges financiers peuvent se faire, que ce soit au niveau local ou dans le cadre de notre partenariat international avec d'autres universités, centres de recherche et entreprises à travers le monde. Ça, c'est le premier point. Le deuxième point, comme vous l'avez mentionné, Monsieur Olivier, c'est qu'il faut accompagner tout ce processus, les étudiants sont au cœur de tout ça.

50:07

Alors, au cœur de ce système, il faut vraiment s'assurer qu'il soit durable. Pour ça, il est crucial de trouver un moyen d'aider les étudiants et les universités à gérer les frais liés aux transactions financières. C'est un premier point. Le deuxième, c'est de permettre aux étudiants de s'engager pleinement dans cette nouvelle ère, notamment grâce au projet dont vous parliez tout à l'heure.

50:42

Je suis étudiant et j'ai un ordinateur portable parce que, euh, le Covid nous a bien montré que, euh, des imprévus peuvent arriver et que ces imprévus ne devraient pas freiner la continuité des services publics à l'université, surtout en ce qui concerne les activités d'enseignement et de recherche. Merci, merci, merci, Docteur. J'ai une question pour la SNFI, j'aimerais avoir une minute pour faire un petit récapitulatif de ce partage très intéressant. Donc, Docteur Makaou, si vous pouvez en une minute, s'il vous plaît.

51:18

Euh, pour répondre à cette question, je pense que j'ai déjà donné les éléments, hein. La question, c'est quelles sont les plateformes actuelles mises en place par la SNFI pour faciliter les échanges, euh, et la concertation, surtout pour le secteur public, les institutions financières et les fintechs. Euh, quelles sont les priorités identifiées pour ajuster la réglementation ? Docteur Makaou, en 2 minutes, pour qu'on puisse faire le récap pour nos participants. Merci, merci beaucoup Olivier, très rapidement, euh, nos...

51:45

Nos priorités en ce moment, c'est l'éducation et la santé. Juste ce matin, avant cette réunion, on a discuté du secteur éducatif. On a des idées claires sur ce qu'il faut faire en termes de sensibilisation. Bientôt, on sera dans la région de Maradi pour le Programme national d'éducation financière, avec des modules à intégrer dans les cursus. On va vraiment se pencher sur les éléments de cet enseignement.

52:19

On a compris la possibilité de faire des cours à distance. On a aussi parlé de la possibilité pour les enseignants des villages de venir en mairie et de toucher leur salaire. On a un projet avec La Poste où, dès janvier, on va investir dans la nouvelle Poste, pas la Poste classique, mais Poste Finances. C'est un nouveau service où on va mettre en place des processus qui vont permettre aux enseignants des zones rurales de pouvoir recevoir leur salaire.

52:55

Ils sortent de leurs véhicules sans avoir à passer par l'appli. Ensuite, il y a la digitalisation des transferts sociaux, surtout pour les pensions de retraite, c'est super important. On bosse avec des partenaires comme le PAM sur le transfert d'argent. On est en train de réfléchir à digitaliser toutes ces procédures dans le secteur de la santé. J'aimerais ajouter un truc : dans la santé, c'est important, oui, on a des femmes qui vivent dans nos villages éloignés dans la région.

53:34

Maradi pour les femmes enceintes qui doivent venir accoucher, c'est galère. On ne sait même pas si le médecin sera là ou s'il est en congé. Elles risquent de se retrouver sur une charrette, malades, sans accès à ces services parce que le médecin n'est pas là ou pour d'autres raisons. Il faut vraiment faire passer l'info aux femmes du village sur la qualité des soins médicaux disponibles à Maradi, la compétence des médecins et leur disponibilité.

54:10

On peut le faire en digitalisant les services et en facilitant la vie dans nos PES dans les villages. Merci, Docteur. Je crois qu'on a dépassé le temps et que la rediffusion internationale risque d'être arrêtée. Je voudrais conclure rapidement en remerciant tous les panélistes et toutes les personnes qui ont pris le temps de se connecter à cette session. Pour rappel, on a discuté des défis et on a eu des idées intéressantes de la part du docteur Ali qui nous a parlé de...

54:40

Les défis de l'innovation, parce que c'était un projet vraiment novateur, euh, les changements que ça impliquait, mais aussi des prérequis comme s'assurer que cette innovation soit accompagnée de mesures. Je pense qu'il y a des mesures en termes d'infrastructure et de disponibilité de la connectivité. On a aussi parlé des opportunités, c'est-à-dire des forces, si je peux dire ça ici. Il y a eu de la sensibilisation, de la formation, et surtout, il y a eu la volonté, bien sûr.

55:09

la gestion et les partenaires, donc bien sûr, qui ont accompagné, euh, docteur. Vous avez aussi parlé de la possibilité et surtout de, euh, la nécessité, je dirais, de s'appuyer sur le secteur privé. Ici, vous avez mentionné une fintech à venir qui a facilité le déploiement de la plateforme. Docteur Makaou nous a parlé de l'environnement global, des risques, des politiques, de la réglementation, mais aussi de la nécessité, donc bien sûr, non seulement de s'appuyer sur le secteur privé, mais de...

55:38

Créer un CAD public-privé, c'est important parce qu'il y a encore beaucoup à faire, que ce soit dans le secteur privé ou public, et on en est tous convaincus. Bon, on a dépassé les 5 minutes, donc on va s'arrêter là. Merci à tout le monde, merci aux panélistes, merci aux participants, et je vous souhaite à tous un bon week-end. Un grand merci à T et à tous pour cette initiative, on en attend d'autres. Merci, merci, et bonne journée !